

Grande Région

L'Euro-accélérateur centrifuge l'industrie transfrontalière

Neuf mois après son lancement, l'Euro-accélérateur industriel Grande Région a engendré treize projets franco-luxembourgeois et identifié huit nouveaux candidats pour ce début d'année. Une dizaine d'implantations transfrontalières sont déjà à l'étude.



@ André Faber

Lancé au printemps 2021, l'Euro-accélérateur industriel de la Grande Région poursuivra sa trajectoire cette année. Lors du premier point d'étape organisé en décembre dernier, le luxembourgeois Nicolas Schmitt, commissaire européen, Jean Rottner, président du conseil régional du Grand Est et de la Grande Région et Valérie Debord, vice-présidente du conseil régional et présidente du Commissariat d'Investissement à l'innovation et à la mobilisation économique (C2IME) basé à Metz ont décidé de poursuivre cette démarche expérimentale, qui a d'ores et déjà suscité 32 candidatures industrielles et permis d'accompagner 13 entreprises. Le dispositif traitera huit nouveaux projets lors de sa prochaine commission. L'accélérateur a même été intégré à l'accord-cadre Initiative Compétitivité-Industrie (ICI) du Grand Est du 10 décembre dernier, qui doit aider les industriels de la Grande Région à conserver les compétences de leurs salariés et à monter en gamme.

Partenariats scientifiques

Cinq des 13 premières entreprises – 7 lorraines et 6 luxembourgeoises – soutenues par l'Euro-accélérateur relèvent des matériaux et procédés, tandis que les autres interviennent dans la data et de la cybersécurité, l'automobile et des transports, l'aéronautique et le spatial et l'énergie. La quasi-totalité de ces 9 PME et de ces 4 start-up viennent chercher dans le nouveau

dispositif un appui en matière de partenariats scientifiques et industriels, une ouverture à des partenariats commerciaux, une veille technologique et une aide à l'implantation hors frontières. Les opportunités de levées de fonds intéressent 60 % des entreprises, mais se classent au dernier rang des motivations.

Faire grandir la Grande Région

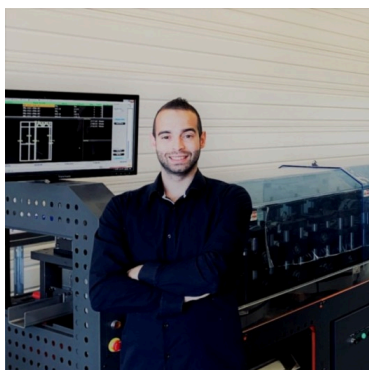


« L'Euro-Accélérateur porte bien son nom : il va nous ouvrir des réseaux d'entreprise, faciliter nos partenariats en matière de recherche et accompagner nos recrutements. Nous ne projetons pas d'implantation hors de nos frontières, mais ce soutien nous aidera à faire grandir la Grande Région », estime Pascal Dine, dirigeant de CPI (Conception, programmation, industrialisation).

Spécialiste de la stratégie d'usinage, de la programmation jusqu'à la mise au point des machines, la PME de 20 salariés programme 30 recrutement au cours des trois prochaines années.

Soutien trilatéral

De part et d'autre de la frontière, l'Euro-accélérateur mobilise des acteurs incontournables dans le domaine de l'emploi (Pôle emploi, l'Ademe luxembourgeoise ou le réseau Eurès), des universités (le Loria, ou l'institut Jean Lamour, émanations de l'Université de Lorraine, ou le CNRS, ou le List et l'université du Luxembourg côté grand-ducal), les spécialistes du transfert de technologie tels l'IRT M2P et le CEA Tech à Metz, le centre de technologie Icart-CM2T à Lunéville ou Luxinnovation à Luxembourg. Les chambres de commerce et d'industrie du Grand-Est et du Luxembourg, l'UIMM Lorraine et la Fédération des industriels luxembourgeois contribuent à populariser le dispositif. Egalement membres de l'Euro-Accélérateur, BPI France et le ministère luxembourgeois de l'Industrie actionnent au besoin des financements spécifiques.



« L'Euro-accélérateur reproduit à l'échelle de la Grande Région les principes qui ont accéléré nos projets dans le Grand Est. Il nous aidera dans la deuxième phase de notre développement, qui consiste à implanter simultanément une antenne au Luxembourg et en Sarre », indique Sofiane Ben Maamar, dirigeant de Bim'Steel.

DR

Cap sur la Sarre

Le mosellan Daimantel compte développer ses technologies de démagnétisation et de recyclage d'aimants au Luxembourg et en Sarre. L'hydrogène véhicule les projets

transfrontaliers des lorrains Vent d'Est (stations de remplissage d'hydrogène) et d'Alpea hydrogène tant au Luxembourg qu'en Sarre.

Membre de la commission de l'Euro-accélérateur, le ministère de l'Economie, du travail, de l'énergie et des transports du Land de Sarre, la direction régionale de Rhénanie-Palatinat et de Sarre de l'Agence fédérale du travail, et la fondation de l'Association de l'Industrie métallurgique et électrique de la Sarre doivent passer cette année du statut d'observateurs à celui d'invités d'honneur.

Pascale Braun lundi 10 janvier 2022